

Pas de victoire sur le sida sans argent frais

Environ 22 milliards de dollars seront nécessaires pour contrer la propagation du sida dans le monde en développement en 2008, alors que le montant disponible à cet effet pour 2005 est de 8,0 milliards



Deux malades par lit au Rwanda.

de dollars, d'après les dernières estimations de l'ONUSIDA (tableau 1). Selon cet organisme, environ 40 millions de personnes vivent avec le virus et près de 5 millions de nouveaux cas ont été détectés dans la seule année 2004 (tableau 2).

L'Afrique subsaharienne reste la région la plus touchée du monde. Bien qu'elle compte à peine plus de 10 % de la population mondiale, cette région est celle où vivent plus de 60 % du total des séropositifs. Au second rang viennent les Caraïbes, où le sida est devenu la principale cause de décès parmi les adultes âgés de 15 à 44 ans. Quoique les taux d'infection soient plus faibles en Asie, l'ONUSIDA appelle à une action immédiate, sans laquelle la région asiatique pourrait voir apparaître 12 millions de nouveaux cas entre 2005 et 2010.

Tableau 1

L'escalade des coûts

Beaucoup plus de ressources sont nécessaires à la prévention du sida.

Besoins de ressources prévus (milliards de dollars)

	2006	2007	2008
Prévention	8,4	10,0	11,4
Traitement et soins	3,0	4,0	5,3
Orphelins et enfants vulnérables	1,6	2,1	2,7
Coûts des programmes	1,5	1,4	1,8
Ressources humaines	0,4	0,6	0,9
Total	14,9	18,1	22,1

Source : ONUSIDA.

Au stade actuel de l'épidémie, il y a plus de nouveaux cas d'infection par le VIH chaque année (environ 5 millions) que de décès causés par ce virus (quelque 3 millions), mais seuls 15 % du total mondial des malades qui ont besoin d'un traitement le reçoivent. Il faut s'attacher à réduire fortement le nombre des nouveaux cas dans les quelques prochaines années pour assurer que le traitement antirétroviral intensifié reste économiquement et socialement viable. L'application d'un vaste programme de prévention du sida pourrait empêcher l'apparition de 29 millions (environ 63 %) de nouveaux cas sur les 45 millions prévus pour 2002-10.

L'Afrique se penchera sur ce dossier en décembre, lorsque le Nigéria accueillera la quatorzième Conférence internationale sur le VIH/sida et les maladies sexuellement transmissibles en Afrique (ICASA). «Tout échange de vues sérieux sur la réduction de la pauvreté en Afrique doit considérer le défi posé par le sida et les tragédies qu'il crée au sein des familles», a déclaré le Président nigérian Olusegun Obasanjo, Président actuel de l'Union africaine, à une conférence de presse.

Tableau 2

Le sida par région

L'Afrique a le taux d'infection le plus élevé, suivie des Caraïbes.

	Nombre de séropositifs	Nouveaux cas en 2004	Décès en 2004	Prévalence chez les adultes (%)
Afrique subsaharienne	25,4 millions	3,1 millions	2,3 millions	7,4
Asie	8,2 millions	1,2 million	540.000	0,4
Amérique latine	1,7 million	240.000	95.000	0,6
Amérique du Nord/Europe occidentale et centrale	1,6 million	64.000	23.000	0,4
Europe orientale et Asie centrale	1,4 million	210.000	60.000	0,8
Moyen-Orient et Afrique du Nord	540.000	92.000	28.000	0,3
Caraïbes	440.000	53.000	36.000	2,3
Océanie	35.000	5.000	700	0,2
Total	39,4 millions	4,9 millions	3,1 millions	1,1

Source : ONUSIDA.

L'allaitement à l'honneur

Une meilleure alimentation des nourrissons pendant les deux premières années de leur vie, notamment l'allaitement maternel exclusif dans les six premiers mois, pourrait prévenir près d'un cinquième du total des décès d'enfants dans le monde en développement, selon l'UNICEF. Lorsque l'allaitement maternel n'est pas adéquat, les nourrissons ne sont pas bien protégés contre des maladies mortelles comme la pneumonie et les diarrhées et ne reçoivent pas les éléments nutritifs nécessaires à leur développement. Il ressort des estimations qu'à l'heure actuelle 63 % des enfants âgés de moins de six mois dans le monde en développement ne sont pas allaités par leur mère comme ils le devraient pendant la période critique, et parfois pas du tout.

«L'allaitement maternel exclusif est l'alimentation idéale des bébés jusqu'à l'âge de six mois», dit la Directrice générale de l'UNICEF, Ann M. Veneman. «Dans un pays en développement, un enfant qui n'est pas nourri au sein à peu près trois fois plus de risques de mourir dans la petite enfance qu'un enfant allaité, et l'allaitement maternel exclusif réduit encore davantage ce risque.»

Les leçons du tsunami

Donnant suite à l'appel lancé par son Secrétaire général, Kofi Annan, en faveur de l'institution de systèmes mondiaux d'alerte rapide de tous les pays à tout type de catastrophe, l'ONU organisera l'an prochain une conférence pour mettre davantage à profit les leçons du tsunami survenu en décembre dernier dans l'océan Indien et dégager un accord sur de nouvelles initiatives dans les pays à haute priorité.

«L'alerte rapide et la préparation aux catastrophes sont des moyens essentiels d'empêcher les phénomènes naturels de tourner à la catastrophe», a récemment déclaré Sálvano Briceño, Directeur du Secrétariat de la Stratégie internationale de prévention des catastrophes. La troisième conférence internationale sur les systèmes d'alerte rapide se tiendra à Bonn du 27 au 29 mars.

«Le principal résultat de la conférence sera le lancement de divers projets d'alerte rapide à court et à long terme dans les pays à haute priorité», a-t-il expliqué.

OCDE : aider les travailleurs à s'adapter

Les pays développés doivent dynamiser le marché de l'emploi s'ils veulent tirer pleinement parti de la mondialisation et éviter une réaction de rejet face à la libéralisation des échanges, selon l'OCDE : «Les pertes d'emplois dans certains secteurs, au même titre que les possibilités d'emploi nouvelles dans d'autres, accompagnent inévitablement le processus de mondialisation», dit l'OCDE dans l'édition 2005 des *Perspectives de l'emploi*. «Le défi est de faire en sorte que le processus d'ajustement qu'implique l'adaptation de la main-d'œuvre aux emplois nouveaux s'opère sans heurt, dans toute la mesure possible.»

L'augmentation des importations, les investissements directs à l'étranger (parfois directement liés à la délocalisation de la production) et l'afflux d'immigrés sont autant de facteurs qui contribuent à l'insécurité croissante de l'emploi dans les pays de l'OCDE. L'intégration rapide dans le système commercial mondial de la Chine et de l'Inde, avec leurs énormes réserves de main-d'œuvre à bas salaires, et l'élargissement récent de l'Union européenne n'ont fait qu'attiser les craintes de perte d'emploi et de baisse des salaires.

L'OCDE recommande aux gouvernements de :

- rendre le travail financièrement plus intéressant que les prestations sociales, en versant, s'il le faut, un complément de salaire à ceux qui acceptent un emploi;
- fournir une garantie de revenu adéquate en cas de perte d'emploi et aider les chômeurs à retrouver rapidement du travail en faisant bénéficier d'une véritable aide au reclassement, de possibilités de formation et autres aides à la réinsertion;
- veiller à ce que la gestion des services de l'emploi permette d'assurer autant que possible un suivi individualisé des demandeurs d'emploi;
- faire en sorte que les entreprises qui licencient donnent à leurs salariés un préavis suffisant et que les travailleurs concernés puissent disposer de services de reclassement efficaces pendant la durée du préavis, par exemple grâce à la présence sur place d'agents spécialement détachés par les services de l'emploi.

Cet appel de l'OCDE à l'action est le dernier de la série qu'elle a lancée pour inciter ses pays membres à engager des réformes face à la concurrence des économies émergentes. L'emploi se redresse lentement dans les pays de l'OCDE. Mais si l'on se fie aux tendances actuelles, il y aura encore quelque 36 millions de chômeurs dans la zone de l'OCDE en 2006 (6,4 % de la population active), contre 37 millions en 2004 (6,7 % de la population active) : environ 35 % de la population en âge de travailler sont sans emploi, et il y a peu de chances qu'une amélioration notable se produise au cours des deux prochaines années.



Manifestation à Bruxelles.

Des dons pour les pauvres

L'aide financière de l'Association internationale de développement (IDA) de la Banque mondiale aux pays pauvres prendra de plus en plus la forme de dons. Les pays de l'IDA ont convenu en avril que l'aide financière aux pays pauvres tiendrait désormais systématiquement compte de leur vulnérabilité aux problèmes d'endettement. Les pays les plus lourdement endettés, dont la plupart se trouvent en Afrique subsaharienne, obtiendront la totalité de l'aide sous forme de dons, tandis que les pays moins endettés recevront de l'IDA des prêts à long terme hautement concessionnels (crédits sans intérêts à échéance de 40 ans, avec un délai de grâce de 10 ans), ou, dans certains cas, un dosage de dons et de crédits. Aussi s'attend-on à ce qu'environ 30 % de l'aide totale de l'IDA prennent dans les trois années à venir la forme de dons, contre 19,5 % au cours du cycle de trois ans précédent.

De leur côté, les donateurs ont souscrit à des mesures visant à compenser l'impact financier des dons sur la capacité future de l'IDA à venir en aide aux pays pauvres. Le Conseil des gouverneurs de l'IDA a approuvé la quatorzième reconstitution des ressources de l'institution le 18 avril 2005. Dans le cadre d'IDA-14, un montant d'au moins 34 milliards de dollars sera mis à la disposition des 81 pays les plus pauvres du monde au cours des trois années à venir.

Promouvoir la stabilité financière

Six ans après que le FMI et la Banque mondiale ont lancé l'initiative en matière de normes et codes pour promouvoir la transparence des données et jeter les jalons d'une bonne pratique financière, un rapport d'activité montre que les pays membres accordent une haute valeur à l'initiative pour ce qui est de son utilité globale — lorsqu'il s'agit en particulier d'identifier les facteurs de vulnérabilité et de fixer les priorités en matière de renforcement des institutions intérieures. Mais l'initiative n'est pas encore considérée comme ayant un impact aussi grand sur l'application effective des réformes, ce qui tient peut-être en partie au temps nécessaire pour opérer les réformes.

Si la participation des pays à marché émergent et des économies avancées à l'initiative a été grande, celle des pays en développement a été quelque peu plus faible — quoique ces pays constituent à présent la majorité des nouveaux participants. Les taux de participation régionaux ont varié : l'Europe, y compris l'Europe de l'Est, a affiché les taux les plus élevés, et l'Asie de l'Est et l'Afrique subsaharienne, les taux les plus bas. À ce jour, 122 pays ont participé à l'initiative, avec achèvement de 723 évaluations et mises à jour en avril 2005.

ÉVÉNEMENTS PRÉVUS POUR 2005-06

14-16 septembre, New York

Conférence des Nations Unies aux fins de l'évaluation des progrès dans la réalisation des OMD

24-25 septembre, Washington

Assemblée annuelle du FMI et de la Banque mondiale

16-18 novembre, Tunis, Tunisie

Sommet mondial sur la société de l'information

4-9 décembre, Abuja, Nigéria

Conférence internationale sur le VIH/sida et les maladies sexuellement transmissibles en Afrique

13-18 décembre, Hong Kong, Chine

Conférence ministérielle de l'OMC

27-29 mars, Bonn, Allemagne

Troisième conférence internationale sur les systèmes d'alerte rapide

3-5 avril, Belo Horizonte, Brésil

Assemblée annuelle de la Banque interaméricaine de développement